

Sans aucun doute

# Rapporter les dépenses publiques au PIB est pertinent et nécessaire

Ce ratio permet de comparer les dépenses publiques entre pays et à différentes périodes, en tenant compte de la capacité de lever des prélèvements obligatoires



©Freepik



*Mécomptes publics,  
François Ecalle*

Le rapport des dépenses publiques au produit intérieur brut (PIB) fait souvent l'objet de comparaisons entre pays qui placent la France au premier rang de l'OCDE, mais leur pertinence est parfois mise en doute. Ce ratio est pourtant pertinent et nécessaire pour comparer les dépenses publiques entre pays, à une date donnée, ou à des dates différentes pour un même pays.

Si on admet que la dette des administrations publiques n'est pas illimitée, leurs dépenses doivent être financées par des prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales). Ceux-ci sont prélevés pour l'essentiel sur des revenus dont le PIB est comptablement la somme. Le PIB est ainsi une mesure, certes approximative, de l'assiette des impôts et cotisations sociales et de la capacité d'un pays à les lever. Rapporter les dépenses publiques



au PIB permet de les comparer entre différents pays et à différentes périodes en tenant compte de la capacité de lever des prélèvements obligatoires (PO).

### **Grande hétérogénéité**

Certains services (éducation...) ou certaines prestations (pensions...) peuvent être fournis par des administrations ou par des organismes privés, et la répartition entre public et privé diffère d'un pays à l'autre. La comparaison des seules dépenses publiques est néanmoins pertinente car il s'agit des dépenses financées par des PO, que les ménages n'ont donc pas le choix de payer ou non. La frontière entre dépenses publiques et privées correspond assez largement à un arbitrage politique entre le libre fonctionnement du marché et la prise en charge de certaines fonctions par la collectivité nationale.

La notion de dépenses publiques est parfois contestée au motif que c'est l'addition de dépenses très différentes. Les dépenses publiques sont en effet hétérogènes, les principales étant les coûts de production des services publics et les prestations sociales, mais cette hétérogénéité n'interdit pas de les additionner car elles doivent toutes être financées par des PO.

“ Les dépenses publiques sont hétérogènes, les principales étant les coûts de production des services publics et les prestations sociales, mais cette hétérogénéité n'interdit pas de les additionner car elles doivent toutes être financées par des PO”

Pour certains économistes, les cotisations sociales payées par les ménages doivent être déduites des prestations qu'ils reçoivent car ces transferts ne changent pas leur revenu. Si une telle approche est parfois utile pour construire des modèles simplifiés de l'économie, elle ignore que les cotisations et les prestations ne sont pas payées et reçues par les mêmes ménages. Il y a dans la réalité des ménages qui payent des cotisations pour que des prestations soient versées à d'autres ménages.

De même, relativiser le poids des prélèvements sur les entreprises en déduisant les aides qu'elles reçoivent ignore que ce ne sont pas les mêmes entreprises qui payent ces impôts et reçoivent ces aides.

Il reste qu'un même ratio dépenses publiques / PIB peut correspondre à des services publics et à des prestations très différents en volume ou en qualité. La question pertinente, non traitée ici, est de savoir si ces dépenses ont une utilité supérieure au coût des PO qui les financent.

Le site [www.fipeco.fr](http://www.fipeco.fr) développe les analyses de François Ecalle.

### **A lire également**

[Mécomptes publics – les chroniques de François Ecalle](#)

Publié le 02/11/2022